



Numéro 660 du Vendredi 14 au Jeudi 21 juillet 2005

En quête d'ennemis...

Etrange campagne que celle orchestrée par la direction du Parti Socialiste à l'encontre du mouvement altermondialiste et en particulier d'ATTAC...

C'est Harlem Désir qui signe un « *Adieu à Attac* » dans le *Nouvel Observateur* du 2 juin, c'est Ségolène Royal, qui autorise le versement par le conseil régional de Poitou-Charentes d'une subvention pour aider au financement de l'université d'été d'ATTAC, tout en menaçant l'association altermondialiste : « *Si ça tourne mal, si cela devient une manifestation politique, alors nous ferons le bilan* ».

Car les dirigeants socialistes sont furieux : eux qui préparaient l'alternance – une alternance sans alternative – auréolés par leur victoire aux élections régionales de 2004, se retrouvent contestés dans leur leadership au sein-même de la gauche.

Incompréhension de l'altermondialisme

Les dirigeants et les idéologues du Parti Socialiste n'ont jamais réellement compris le mouvement altermondialiste, qu'ils traitaient avec autant de mépris et de condescendance qu'ils en manifestaient par ailleurs à l'encontre d'une partie de leurs alliés. L'attitude de la direction socialiste entre 1997 et 2002 avait été, à cet égard, symptomatique : les chômeurs, les sans-papiers, les enseignants condamnaient la politique gouvernementale, son acceptation de la mondialisation, ses préoccupations sécuritaires, ses petites trahisons ? La faute au corporatisme du SNES, à l'angélisme de la LDH, à l'instrumentalisation d'AC ! par l'extrême-gauche.

De la même manière, les dirigeants sociaux-démocrates du Parti Socialiste considéraient le mouvement altermondialiste comme l'expression d'une frustration et d'une radicalisation d'une partie de leur électorat. Ils n'ont pas voulu voir que l'altermondialisme allait bien au-delà en questionnant la gauche et le Parti Socialiste dans son identité, que le revirement de 1983 a profondément remise en cause.

De fait, si ATTAC a rassemblé des militants venus de toute la gauche, y-compris du Parti Socialiste, ces derniers appartenaient le plus souvent à la minorité du PS qui souhaitait une réorientation idéologique de leur parti sur une ligne politique clairement à gauche ; ils rejetaient autant que les autres la mondialisation néolibérale, que la direction sociale-démocrate du PS ne proposait d'encadrer qu'à la marge.

Le non de gauche

Reprocher à ATTAC d'avoir « trahi » le PS en menant campagne pour le Non au référendum n'a donc guère de sens. C'est pourtant ce que font depuis le 29 mai nombre de hiérarques du PS. La clé de cette attitude se trouve sans doute dans les

propos de Julien Dray, rapportés le 2 juillet par *Le Monde*. Pour le porte-parole du Parti Socialiste, ATTAC « est devenue un bras armé contre le PS, elle est sortie des clous en prenant parti dans une querelle de la gauche, en devenant une sorte de bouclier derrière lequel se sont réfugiés l'extrême gauche et le PCF, qui ont compris qu'ils pouvaient lui laisser faire le sale boulot ».

En clair, la direction du Parti Socialiste ne reproche pas à ATTAC de trahir une cause altermondialiste dont le PS social-libéral serait paradoxalement devenu le plus farouche défenseur ; elle s'inquiète en réalité de voir que les argumentaires précis, documentés, d'associations comme ATTAC ou la Fondation Copernic ont convaincu une grande partie de la gauche, jusque dans les rangs du PS.

Pour la première fois, c'est la position du Parti Socialiste comme acteur incontournable d'une coalition de gauche destinée à exercer le pouvoir qui est remise en cause ; la campagne du Non de gauche a mis en lumière la cohérence d'une « gauche de gauche » dont les combats communs, depuis dix ans, ont bouleversé en profondeur le paysage politique français et européen.

Comme en décembre 1995, comme en mai 2003, partis, associations, syndicats, se sont mobilisés pour faire gagner le Non par-delà leurs différences. Ils étaient porteurs d'un projet politique d'émancipation sociale novateur – anticapitaliste ou antilibéral – que le mouvement altermondialiste a largement popularisé.

Recherche ennemis désespérément

Face à cette gauche de gauche qui lui rappelle sans cesse ses propres reniements, le Parti Socialiste est désarmé : aux yeux de ses chefs, il lui manque un ennemi identifiable, qui serve de repoussoir et réhabilite par-là l'orientation du PS pourtant désavouée par les urnes. Pendant longtemps, c'est le Parti Communiste qui, aux yeux des électeurs et sympathisants socialistes, a joué ce rôle. Dans l'imaginaire socialiste, le MRC et l'extrême-gauche ont succédé au PCF dans le rôle de l'ennemi. L'« *impasse* » chevènementiste et le « *sectarisme* » gauchiste, deux catégories presque inventées par le PS avaient une double valeur : interne et externe ; à l'interne, ils prémunissaient l'aile gauche du PS contre toute tentative de scission, et à l'externe, ils attiraient des électeurs hésitants vers un PS qui leur paraissait hégémonique et crédible.

La victoire du Non le 29 mai dernier a changé la donne, elle a remis en cause l'hégémonie et la crédibilité du PS. Pour les reconquérir, la direction du Parti Socialiste a imaginé une offensive, relayée par la presse, contre le mouvement altermondialiste et la gauche de gauche : c'est la gauche qui s'est mobilisée pour le Non, que Dominique Strauss-Kahn, qualifie désormais de « *néocommuniste* » ; mais c'est ATTAC qui est devenue la cible privilégiée des stratèges du PS. Les socialistes n'hésitent dorénavant plus à rappeler que Jacques Nikonoff, l'actuel président d'ATTAC est membre du PCF, et que Bernard Cassen, son président d'honneur a été un des principaux conseillers de Jean-Pierre Chevènement.

Radicalisme, nationalisme, autoritarisme... toutes les critiques qui ont servi à discréditer et à combattre les forces politiques – du PCF à la LCR en passant par le MRC – qui refusaient la mondialisation capitaliste sont désormais utilisées à l'encontre d'ATTAC et des altermondialistes, soupçonnés de surcroît de vouloir se transformer en parti politique sur le modèle du WASG allemand et accusés de diviser et d'affaiblir la gauche. Harlem Désir, député européen socialiste, évoque sans détours ses craintes dans *Le Monde* du 2 juillet : « *Oskar Lafontaine était très identifié à Attac, et il a fini par créer un parti contre le SPD.* »

Un projet de rupture avec le capitalisme

Il n'est pas sûr que ces attaques portent leurs fruits. Certes, des éditorialistes de France Culture peuvent se mettre à rêver de créer une association libérale et pro-américaine animée par Alexandre Adler et Olivier Duhamel qui serait le pendant d'ATTAC, mais qui peut croire que ce projet politique est encore celui d'une gauche restée fidèle à ses valeurs ? Qui peut croire qu'aujourd'hui, Pascal Lamy, passé de la Commission européenne à la direction de l'OMC, est le porte-parole d'une gauche authentique qu'ATTAC et le PCF auraient trahie ?

La rupture des socialistes avec le mouvement altermondialiste et en particulier avec ATTAC n'est pas anecdotique ; elle marque au contraire l'aboutissement d'une dérive gestionnaire et libérale de la social-démocratie française. D'une rive à l'autre de l'Atlantique, rien ne sépare plus le Parti Socialiste français du parti démocrate américain...

Paradoxalement, la rupture des socialistes et de la gauche de gauche valide le travail considérable mené par le mouvement social – et le PCF y a joué toute sa part – pour construire une alternative à la mondialisation capitaliste.

Erigés en ennemis par un Parti Socialiste aux abois devenu par la volonté de ses chefs le plus ardent défenseur du libéralisme, les communistes et leurs partenaires de la gauche de gauche et du mouvement altermondialiste doivent désormais être à la hauteur des espoirs qu'ils ont fait naître et porter, tous ensemble, un projet d'émancipation sociale et de rupture avec le capitalisme.

David NOËL.